16 septembre 2021

**Projet de résolution du Conseil de l'Alliance Progressiste sur la situation au Nicaragua**

La crise politique et humanitaire au Nicaragua s'est aggravée. La répression politique exercée par la dictature de Daniel Ortega est aveugle et touche toute expression d'opposition, y compris les dirigeants politiques et de la société civile, les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes et écrivains indépendants, ainsi que les prêtres de l'Église catholique.

Depuis 2018, l'Alliance Progressiste et divers acteurs de la communauté internationale ont exigé la fin de la répression au Nicaragua, et soutenu la demande des forces politiques démocratiques pour des élections libres, transparentes et inclusives.

Cependant, le régime Ortega a ignoré ces demandes. Depuis la fin du mois de mai, il a déclenché une escalade de la répression sans précédent. Cette escalade s'est traduite par l'enlèvement d'une grande partie des dirigeants de l'opposition, y compris les pré-candidats à la présidence, six directeurs nationaux du parti Unamos, l'exil massif de milliers de personnes, l'annulation de tout vestige de libertés publiques et de toute possibilité de tenir les élections du 7 novembre. La date des élections a été réduite à une farce, dont les résultats manquent déjà de toute légitimité.

Nous appelons les gouvernements de la région et l'Organisation des États américains (OEA), les gouvernements européens, l'Union européenne et le Secrétariat général des Nations unies à prendre les mesures diplomatiques et politiques appropriées face à l'ampleur du drame que vit le Nicaragua. Nous les appelons à faire pression sur le régime Ortega pour qu'il ouvre la possibilité d'une solution démocratique en organisant des élections libres.

Nous lançons le même appel aux partis et organisations progressistes. Nous les exhortons à déployer immédiatement leur soutien politique pour obtenir l'arrêt de la torture de tous les prisonniers politiques et leur libération inconditionnelle, y compris les dirigeants emprisonnés de la MINUSMA, ainsi que le retour en toute sécurité des exilés politiques.

Nous réitérons notre solidarité avec le peuple du Nicaragua et en particulier avec toutes les forces démocratiques. Le peuple du Nicaragua a droit à la démocratie, à la justice et à la paix.